

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



lundi 2 décembre 2013

Quand la France brasse du vent !

Karim MOHSEN

La France ne veut pas rentrer dans le rang !

En effet, Paris ne dispose plus des moyens d'une grande puissance qui lui ont permis à une certaine époque de jouer les premiers rôles dans le monde. Aussi, Paris compense-t-elle ce recul de la France par de l'agitation et par un interventionnisme de mauvais aloi en Afrique et au Moyen-Orient. Or, les conflits dans le continent noir et au Machrek sont des reliquats – devenus sanglants – de la politique impériale française dans ces deux régions du monde. Ainsi, au croisement de situations conflictuelles en Afrique et au Moyen-Orient, la France se déploie-t-elle tous azimuts.

Elle est au Mali, en Centrafrique, elle a son opinion sur l'Iran – la France prétendait même mettre son veto à un accord sur le nucléaire iranien – comme de décider de la participation ou non d'un chef d'État à une conférence qui concerne en priorité son pays. En vérité, Paris fait dans l'agitation, ou, pour reprendre un terme cher aux communistes des années 1920, dans « l'agitprop ». On aura tout vu !

Or, le fait est que la France n'a plus les moyens de sa politique étrangère, à tout le moins belliqueuse. Son fiasco, dans l'affaire des armes chimiques en Syrie, l'a clairement démontré, quand la France – qui poussait à des frappes contre ce pays – s'est vu désavouer, y compris par les Étatsuniens, qui préconisaient la voie diplomatique pour résoudre la crise, alors que Paris favorisait la force. En réalité, la France veut se reconstruire une visibilité diplomatique et militaire à l'international sur le dos de pays en proie à des problèmes de gouvernance et de développement.

Ainsi, outre l'Iran, la Syrie et le Mali, voilà la France qui entend intervenir militairement en Centrafrique. En Afrique, c'est essentiellement Paris qui a intronisé et protégé les potentats qui ont fait tant de mal au continent. C'est encore la France, nous semble-t-il, qui a justement fabriqué « l'Empereur » Bokassa, dans cette malheureuse Centrafrique, que la France veut « sauver » du désastre. D'ailleurs, la France qui a présenté mardi un projet de résolution – placé sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU qui permet l'usage de la force – au Conseil de sécurité réclame notamment que l'ONU « autorise les forces françaises » (...) à « prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir la Misca ».

La France nostalgique de l'ère coloniale ? Sur la Syrie, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, déclarait, lundi, « Genève 2 va se tenir (...) c'est un consentement mutuel entre les représentants du régime – sans

Bachar – et l’opposition modérée (pour) arriver à faire un gouvernement de transition, doté de tous les pouvoirs ». Tiens, donc !

Qui a décidé de l’exclusion du chef de l’État syrien ? La France ? A ce qu’on sache, Assad, est toujours en exercice dans son pays et seul le peuple syrien peut le révoquer ou lui interdire de le représenter. Que l’opposition syrienne conteste la présence de Assad, c’est son droit, mais certes pas celui de la France ou de tout autre pays. En tout état de cause pas celui de la France, qui s’est largement disqualifiée dans le contentieux syrien. Le choix des participants à la Conférence « Genève 2 » n’appartient qu’aux Syriens, ni à la France, ni même au Conseil de sécurité.

On oublie en fait que cette conférence est organisée et n’a de raison d’être que pour mettre un terme à une guerre cruelle qui martyrise le peuple syrien. Comment peut-on organiser une telle réunion en décidant, d’emblée, d’en exclure le chef de l’État ? La France en fait trop, en Syrie comme en Afrique, retrouvant des réflexes impérialistes que l’on était en droit de supposer qu’ils ne pouvaient plus être de mise à notre époque d’émancipation des peuples.

Les dirigeants socialistes français qui croient encore gouverner une France impériale, surestiment abusivement l’influence que peut encore avoir leur pays sur les affaires du monde, comme d’avoir la certitude démesurée que la France est pareillement gardienne de l’universalisme. Les dirigeants français – on l’a vu avec Nicolas Sarkozy – plus sûrement les socialistes pêchent par un ego et une arrogance surdimensionnés, ne se rendant pas compte que la France – malgré la détention du droit de veto au Conseil de sécurité de l’ONU – n’est plus qu’un pays ordinaire amarré à l’Europe, sans laquelle elle ne peut rien.

C’est surtout celle-là la triste vérité, quand, croyant leur pays le nombril du monde, les dirigeants français continuent de brasser du vent.

Karim MOHSEN

<http://www.legrandsoir.info/quand-la-france-brasse-du-vent.html>